



CONSEIL DU TERRITOIRE NON-ORGANISÉ DU LAC NILGAUT

DE LA MRC DE PONTIAC

(SALLE ELSIE GIBBONS | ELSIE GIBBONS ROOM)

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil du Territoire Non-Organisé du Lac Nilgaut de la MRC de Pontiac tenue le mercredi 18 décembre 2024 à compter de 18:41 sous la présidence de Mme Jane Toller et à laquelle sont présents :

Minutes of the regular sitting of the Council of the Non-Organized territory of the Pontiac MRC, held on Wednesday, December 18, 2024 at 6:41 p.m. under the chairmanship of Ms. Jane Toller, and to which are present:

Présences :

Mme Jane Toller, Préfète – MRC de Pontiac
Mme Sandra Armstrong, Conseillère/préfète suppléante
M. Carl Mayer, Conseiller
M. Jean-Louis Corriveau, Conseiller
Mme Christine Francoeur, Conseillère
M. Corey Spence, Conseiller
Mme Lucie Rivet Paquette, Conseillère
M. Bill William McCleary, Conseiller
Mme Lynne Cameron, Conseillère
M. Brent Orr, Conseiller
M. Alain Gagnon, Conseiller
M. Donald Gagnon, Conseiller
M. Edward Walsh, Conseiller
Mme Doris Ranger, Conseillère
Mme Odette Godin, Conseillère
M. Raymond Pilon, Conseiller
Mme Colleen Larivière, Conseillère
M. Robin Zacharias (maire suppléant, Otter-Lake)
M. Robert Wills (maire suppléant, Thorne)

Absences :

Mme Karen Daly Kelly, Conseillère

M. Terry Lafleur, DGA
M. Travis Ladouceur, Greffier
Mme Natacha Guillemette, Adjointe à la direction
Mme Annie Vaillancourt, Comptable CPA
M. Julien Gagnon, Coordonnateur en Sécurité publique et civile
M. Francis Beausoleil, Conseiller aux communications

ORDRE DU JOUR

- 1 OUVERTURE ET PRÉSENCES | OPENING AND ATTENDANCE
- 2 CAPTATION DE LA SÉANCE & FACEBOOK LIVE | RECORDING OF THE SITTING & FACEBOOK LIVE
- 3 DÉCLARATION - UTILISATION DE LA LANGUE DE SON CHOIX | DECLARATION - USE OF THE LANGUAGE OF YOUR CHOICE
- 4 DÉCLARATION DE LA PRÉFÈTE | STATEMENT BY THE WARDEN (DECORUM)
- 5 LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR | READING AND ADOPTION OF THE AGENDA
- 6 DÉNONCIATION D'INTÉRÊTS OU DE CONFLIT | DECLARATION OF INTEREST OR CONFLICT
- 7 ADOPTION DU PROCÈS VERBAL DE LA DERNIÈRE SÉANCE | ADOPTION OF THE MINUTES OF THE LAST SITTING
- 8 PÉRIODE DE QUESTIONS PUBLIQUE | PUBLIC QUESTION PERIOD
- 9 FINANCES
 - 9.1 COMPTES PAYÉS | ACCOUNTS PAID
 - 9.2 BUDGET TNO 2025 (SOMMAIRE | SUMMARY)
 - 9.3 RÈGLEMENT 302-2025 - DÉPENSES ET REVENUS DU TNO POUR L'ANNÉE 2025 | BY-LAW 302-2025 - EXPENSES AND REVENUES OF THE TNO FOR THE YEAR 2025 (ADOPTION)
- 10 FACTURATION AUX MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC | BILLING TO MUNICIPALITIES SERVED BY SÛRETÉ DU QUÉBEC SERVICES
- 11 LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE | CLOSING OF THE SITTING

TNO-2024-12-01	1 <u>OUVERTURE ET PRÉSENCES OPENING AND ATTENDANCE</u> Il est proposé par Mme Odette Godin et résolu d'ouvrir la séance ordinaire du Conseil TNO pour le mercredi 18 décembre 2024 à 18:41. ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ Unofficial translation It was moved by Ms. Odette Godin and resolved to open the regular sitting of the TNO Council for Wednesday, December 18th, 2024, at 6:41 p.m. CARRIED UNANIMOUSLY 2 <u>CAPTATION DE LA SÉANCE & FACEBOOK LIVE RECORDING OF THE SITTING & FACEBOOK LIVE</u> Cette séance publique du Conseil est enregistrée. De plus, il y a un Facebook live du déroulement de la présente séance.
----------------	---

Unofficial translation

This public sitting of the Council is recorded.

Also, there is a Facebook live of this sitting.

3 DÉCLARATION - UTILISATION DE LA LANGUE DE SON CHOIX |
DECLARATION - USE OF THE LANGUAGE OF YOUR CHOICE

Déclaration réitérant l'importance pour les membres du Conseil régional et les autres participants à la séance de s'exprimer librement dans la langue de leur choix et la présence sur place d'une ressource pour assurer une traduction au besoin.

Unofficial translation

Statement reiterating the importance for Regional Council members and other participants in the sitting to express themselves freely in the language of their choice and the presence of a resource on site to ensure translation if necessary.

4 DÉCLARATION DE LA PRÉFÈTE | STATEMENT BY THE WARDEN
(DECORUM)

Déclaration rappelant l'importance du décorum et du professionnalisme lors des séances du Conseil.

Unofficial translation

Statement recalling the importance of decorum and professionalism during Council sittings.

TNO-2024-12-02 5 LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR | READING AND
ADOPTION OF THE AGENDA

Il est proposé par Mme Lynne Cameron et résolu d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

It is moved by Ms. Lynne Cameron and resolved to adopt the agenda.

CARRIED UNANIMOUSLY

6 DÉNONCIATION D'INTÉRÊTS OU DE CONFLIT | DECLARATION OF INTEREST OR CONFLICT

Aucune | None

TNO-2024-12-03 7 ADOPTION DU PROCÈS VERBAL DE LA DERNIÈRE SÉANCE | ADOPTION OF THE MINUTES OF THE LAST SITTING

Il est proposé par Mme Colleen Larivière et résolu d'adopter le procès-verbal de la séance du TNO du mercredi 27 novembre 2024.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

It was moved by Ms. Colleen Larivière and resolved to adopt the minutes of the Wednesday, November 27, 2024, sitting of the TNO.

CARRIED UNANIMOUSLY

8 PÉRIODE DE QUESTIONS PUBLIQUE | PUBLIC QUESTION PERIOD

Aucune | None

9 FINANCES

TNO-2024-12-04 9.1 COMPTES PAYÉS | ACCOUNTS PAID

Il est proposé par Mme Doris Ranger et résolu d'approuver la liste des comptes payés depuis la dernière rencontre du conseil TNO au montant de 238 103.32\$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

It is moved by Ms. Doris Ranger and resolved to approve of the list of accounts paid since the last meeting of the TNO Council in the amount of \$238,103.32.

CARRIED UNANIMOUSLY

TNO-2024-12-05 9.2 BUDGET TNO 2025 (SOMMAIRE | SUMMARY)

CONSIDÉRANT la présentation du sommaire pour le budget 2025;

Il est proposé par M. Donald Gagnon et résolu que le Conseil adopte le budget du TNO pour l'année 2025, tel que présenté par madame Annie Vaillancourt, comptable, lors de la séance du 18 décembre 2024.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

CONSIDERING the presentation of the 2025 Budget Summary;

It is proposed by Regional Councillor Mr. Donald Gagnon and resolved that Council adopt the TNO budget for the year 2025, as presented by Ms. Annie Vaillancourt, accountant, at the December 18 2024 sitting.

CARRIED UNANIMOUSLY

TNO- 9.3 RÈGLEMENT 302-2025 - DÉPENSES ET REVENUS DU TNO POUR L'ANNÉE 2025 |
2024- BY-LAW 302-2025 - EXPENSES AND REVENUES OF THE TNO FOR THE YEAR
12-06 2025 (ADOPTION)

TNO-2024-12-06

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PONTIAC

LITCHFIELD

AVIS DE MOTION ayant été donné le 27 novembre 2024;

Il est proposé par le Conseiller régional Alain Gagnon et unanimement résolu d’adopter le règlement numéro 302-2025 pourvoyant aux revenus et dépenses et à l'imposition d'une taxe foncière générale sur les immeubles du territoire non organisé de la Municipalité régionale de comté de Pontiac pour l’année 2025 et, qu'un règlement à cet effet, portant le numéro 302-2025 soit et est ADOPTÉ et qu'il soit statué et décrété par ce règlement comme suit:

RÈGLEMENT NUMÉRO 302-2025

Pourvoyant aux revenus et dépenses et à l'imposition d'une taxe foncière générale sur les immeubles du territoire non organisé de la Municipalité régionale de comté de Pontiac pour l’année 2025.

Le conseil de la Municipalité régionale de comté de Pontiac, en exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par le Code municipal et la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, décrète ce qui suit:

ARTICLE 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent règlement est connu sous le nom de "Règlement numéro 302-2025 pourvoyant aux revenus et dépenses et à l'imposition d'une taxe foncière générale sur les immeubles du territoire non organisé de la Municipalité régionale de comté de Pontiac pour l’année 2025".

ARTICLE 2

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

- | | |
|----------------|---|
| 1° ATTENDU QUE | le conseil a constaté qu'il a à rencontrer au cours de l’exercice financier 2025 pour les fins d'administration générale, des dépenses de salaires, frais de représentation, contribution de l'employeur, d'assurance collective, poste, téléphone, d'avis d'information, frais professionnels, de loyer, électricité, entretien, de papeterie, de fourniture, d'abonnement, d'ameublement et d'équipement, et que ledit conseil se doit de réaliser, par l'imposition de taxes, les sommes nécessaires à ces dépenses; |
| 2°ATTENDU QUE | le conseil a constaté qu'il a, à rencontrer au cours de l’exercice financier 2025 pour les fins de la Sécurité publique, des dépenses pour des frais professionnels, et que ledit conseil se doit |

de réaliser, par l'imposition de taxes, les sommes nécessaires à ces dépenses;

3° ATTENDU QUE le conseil a constaté qu'il doit rencontrer au cours de l'exercice financier 2025 pour les fins de l'Hygiène du milieu, des dépenses pour des frais professionnels, et que ledit conseil se doit de réaliser, par l'imposition de taxes, les sommes nécessaires à ces dépenses;

4° ATTENDU QUE le conseil a constaté qu'il doit rencontrer au cours de l'exercice financier 2025 pour les fins de la mise en valeur du territoire, des dépenses pour des frais d'information, de déplacement, de frais professionnels, et que ledit conseil se doit de réaliser, par l'imposition de taxes, les sommes nécessaires à ces dépenses;

5°ATTENDU QUE le conseil a constaté qu'il doit rencontrer, au cours de l'exercice financier 2025 pour les fins de sa gestion, des frais de financement; des dépenses pour des frais professionnels, et que ledit conseil se doit de réaliser, par l'imposition de taxes, les sommes nécessaires à ces dépenses;

6°ATTENDU QUE les dépenses pour les fins d'administration générale pour l'année 2025 s'élèvent à 197 876 \$;

7°ATTENDU QUE les dépenses pour les fins de la sécurité publique pour l'année 2025 s'élèvent à 60 270 \$;

8°ATTENDU QUE les dépenses pour les fins de transport pour l'année 2025 s'élèvent à 700 000 \$;

9°ATTENDU QUE les dépenses pour les fins d'hygiène du milieu pour l'année 2025 s'élèvent à 39 958 \$;

- 10°ATTENDU QUE

les dépenses pour les fins d'aménagement pour l'année 2025 s'élèvent à 20 935 \$;
- 11°ATTENDU QUE

les dépenses pour les frais de financement pour l'année 2025 s'élèvent à 350 \$;
- 12°ATTENDU QUE

les dépenses de l'exercice financier 2025 s'élèvent à 1 019 389 \$ et les revenus devront être égaux à ces dépenses.

ARTICLE 3

PRÉVISIONS DES REVENUS ET DES DÉPENSES

BUDGET DU TERRITOIRE NON ORGANISÉ DE
LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PONTIAC

Les	revenus	sont:
1) Taxes	376	422
\$		
2) Paiements tenant lieu de taxes		160 218
\$		
3) Transport		259 000 \$
4) Impositions de droits		1 500 \$
5) Intérêts		25 000 \$
6) Autres revenus		4 000 \$
Sous-total des revenus	831 140 \$	
Affectation de surplus non affectés		188 249 \$
Total des revenus et affectation		<u>1 019 389 \$</u>

Les dépenses sont:

1) Administration générale	197 876 \$
2) Sécurité publique	60 270 \$
3) Transport	700 000 \$
4) Hygiène du milieu	39 958 \$
5) Aménagement	20 935 \$
6) Frais de financement	350 \$
Total des dépenses	<u>1 019 389 \$</u>

ARTICLE 4

DISPOSITIONS FINALES

1. Qu'une taxe de 0.65 \$ par cent dollars d'évaluation soit imposée et prélevée pour l'année fiscale 2024 sur tous les immeubles imposables portés au rôle d'évaluation des territoires non organisés. (32 369 100 \$ X0.65 \$ / 100 \$ = 212 154 \$).
2. Le montant de base de la tarification pour l'entretien des chemins imposée est fixé à 90\$ pour les immeubles inscrits au rôle visés par le présent règlement sont les suivants :

Chalets :	1100
Camp chasse et pêche :	1913
Camp forestier :	1914
Camp Piégeage :	8439
Autres immeubles résidentiels :	1990

Immeubles Vacant :	9100
Camping et caravaning :	7493
Immeubles résidentiels en construction :	9510

Total de 100 710 \$

3. Le montant de la tarification pour l’entretien des chemins imposée pour les immeubles inscrits au rôle d’évaluation à titre d’établissements de pourvoirie avec ou sans droits exclusifs et comportant une unité de logement est fixé à 500\$ et ce, pour les immeubles suivants

Pourvoirie avec droits exclusifs :	1911
Pourvoirie sans droits exclusifs :	1912
Auberge dans une pourvoirie sans droits exclusifs :	5842

Total de 6 500 \$

4. Le montant de base de la tarification imposée pour le traitement des matières résiduelles est fixé à 52,37\$ pour les immeubles suivants inscrits au rôle visé par le présent règlement, excluant les immeubles localisés dans les cantons suivants : Saint-Malo, Saintes, Oléron, Larochelle, Dauphine, Lyonnais, Lorraine, Trouver, Nivernais, Egriselles, Doutreleau, Auvergne, Bretagne, Aunis, Île de France, Saint-Pons:

Chalets :	1100
Camp chasse et pêche :	1913
Camp Forestier :	1914
Camp Piégeage :	8439
Autres immeubles résidentiels :	1990
Immeubles Vacant :	9100
Pourvoirie avec droits exclusifs :	1911
Pourvoirie sans droits exclusifs :	1912
Auberge dans une pourvoirie sans droits exclusifs :	5842
Camping et caravaning :	7493

Immeubles résidentiels en construction : 9510

Total de 39 958 \$

5. Le montant de base de la tarification imposée pour le service d'hélicoptage d'urgence Air-medec est fixé à 19.79\$ pour les immeubles inscrits au rôle visé par le présent règlement, excluant les immeubles à vocation commerciale ainsi que localisés dans les Zones d'exploitation contrôlée (ZEC) et les pourvoiries.

Total de 17 100 \$

6. Les taxes foncières imposées par le présent règlement deviennent dues et exigibles, en deux versements égaux si le montant de la taxe est supérieur à 300\$; soit une première partie, le cas échéant, payable trente (30) jours après l'envoi du compte de taxe et une deuxième partie, la cas échéante, payable avant le 1^{er} juillet de l'année d'imposition.
7. Le conseil, pourra autant de fois qu'il le juge opportun, décréter par résolution le taux d'intérêt qui sera applicable sur toutes les taxes qui ne seront pas payées à compter de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées.
8. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Donné à Litchfield (Québec)

Ce 18^e jour du mois du décembre 2024

Kim Lesage	Jane Toller
Directrice générale et greffière-trésorière	Préfète

Avis de motion:	27 novembre 2024
Date de l’adoption :	18 décembre 2024
Date de publication :	19 décembre 2024
Date d’entrée en vigueur :	Conformément à la loi

UNOFFICIAL TRANSLATION

By-law number 302-2025 to provide for the expenses and revenues of the TNO Lac Nilgaut for the year 2025

TNO-2024-12-06

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PONTIAC

LITCHFIELD

NOTICE OF MOTION having been given on November 27th, 2024;

It is moved by Regional Councillor Alain Gagnon and unanimously resolved to adopt By-law number 302-2025 to provide for the revenues and expenses and for the imposition of general property tax on the immovable properties of the unorganized territory of the Regional County Municipality of Pontiac for the year 2025 and that a by-law to that effect, bearing number 302-2025 be and is adopted and that it be decided and enacted by this by-law as follows:

302-2025

Providing for the revenues and expenses, and for the imposition of a general property tax on all the immovable properties of the unorganized territory of the Regional County Municipality of Pontiac for the year 2025.

The Council of the Regional County Municipality of Pontiac, in executing the powers conferred to it by the Municipal Code and by Bill respecting land use planning and development, enacts as follows:

SECTION 1

GENERAL PROVISIONS

This By-law is known under the name “By-law number 302-2025 providing for the revenues and expenses and for the imposition of a general tax on all the immovable properties in the unorganized territory of the Regional County Municipality of Pontiac for the year 2025”.

SECTION 2

GENERAL CONSIDERATIONS

1° WHEREAS Council has recognized that it must meet in the course of fiscal year 2025, for general administration purposes, expenses for salaries, entertainment allowances, employer's contributions, group insurance, mail, telephone, notices for information, professional fees, rent, electricity, maintenance, stationary, supplies, subscription, furniture and equipment, and that said Council must devote itself to produce, through the imposition of taxes, the amounts necessary to meet these expenses;

2° WHEREAS Council has recognized that it has to meet in the course of fiscal year 2025, for purposes of public safety, expenses for professional fees, and that the said Council must devote itself to produce, through the imposition of taxes, the amounts necessary to meet these expenses;

3° WHEREAS Council has recognized that it has to meet in the course of fiscal year 2025, for purposes of community hygiene, expenses for professional fees, and that said Council must devote itself to produce, through the imposition of taxes, the amounts necessary to meet these expenses;

4° WHEREAS Council has recognized that it has to meet in the course of fiscal year 2025 for purposes of land development of its territory, expenses for information, travel, professional fees, and that said Council must devote itself to produce, through the imposition of taxes, the amounts necessary to meet these expenses;

5° WHEREAS Council has recognized that it has to meet in the course of fiscal year 2025 for purposes of its management, expenses for financing and for

professional fees, and that said Council must devote itself to produce, through the imposition of taxes, the amounts necessary to meet these expenses;

6° WHEREAS expenses for general administration purposes for the year 2025

total \$ 197,876;

7° WHEREAS expenses for Public Security purposes for the year 2025

total \$ 60,270;

8° WHEREAS expenses for transportation purposes for the year 2025

total \$ 700,000;

9° WHEREAS expenses for environmental health purposes for the year 2025

total \$ 39,958;

10° WHEREAS expenses for land use planning purposes for the year 2025

total \$ 20,935

11° WHEREAS expenses for financing for the year 2025

total \$ 350;

13° WHEREAS expenses for fiscal year 2025

total \$ 1,019,389 and the revenues must be equal to these expenses.

SECTION 3

ESTIMATES OF REVENUES AND EXPENSES

BUDGET OF THE UNORGANISED TERRITORY OF

THE REGIONAL COUNTY MUNICIPALITY OF PONTIAC

Revenues are: Total

1) Taxes \$ 376,422

2) Payments in lieu of taxes \$ 160,218

3) Transportation \$ 259,000

4) Assessment of rights \$ 1,500

5) Interests \$ 30,000

6) Other revenues \$ 4,000

Sub-total revenues \$ 831,140

Appropriation of non-affected surplus \$ 188,249

Total revenues and appropriation \$ 1,019 389

Expenses are: Total

1) General administration \$ 197,876

2) Public Security \$ 60,270

3) Transportation \$ 700,000

4) Environmental hygiene \$ 39,958

5) Land use planning \$ 20,935

6) Financing \$ 350

Total expenses \$ 1,019 389

SECTION 4

FINAL PROVISIONS

1. That a tax of \$0,65 per one hundred dollars of assessment be imposed and collected for fiscal year 2025 on all taxable immovable properties on the assessment roll of the unorganized territories. ($\$32\,369\,100 \times \$0.65 / \$100 = \$212\,154$).

2. The basic imposed rate shall be \$ 90 for the buildings registered to the assessment roll under this By-Law are:

Cabins, cottages: 1100

Fishing and hunting camps: 1913

Forest camps: 1914

Trapping camps: 8439

Other residential building: 1990

Vacant buildings: 9100

Camping and caravanning: 7493

Residential buildings in construction: 9510

Total of \$ 100 710

3. The basic rate imposed for buildings listed on the assessment roll as outfitting establishments with or without exclusive rights comprising a dwelling unit is fixed at \$500 for the buildings registered to the assessment roll under this By-Law are:

Outfitter with exclusive rights: 1911

Outfitter without exclusive rights: 1912

Hostel in an outfitting establishment without exclusive rights: 5842

Total of \$ 6 500

4. The basic imposed rate for waste management shall be \$52,37 for the buildings registered to the assessment roll under this By-Law are, excluding the buildings in the following cantons: Saint-Malo, Saintes, Oléron, Larochelle, Dauphine, Lyonnais, Lorraine, Trouver, Nivernais, Egriselles, Doutreleau, Auvergne, Bretagne, Aunis, Île de France, Saint-Pons :

Cabins, cottages: 1100

Fishing and hunting camps: 1913

Forest camps: 1914

Trapping camps: 8439

Other residential buildings: 1990

Vacant buildings: 9100

Outfitter with exclusive rights: 1911

Outfitter without exclusive rights: 1912

Hostel in an outfitting establishment without exclusive rights: 5842

Camping and caravanning: 7493

Residential buildings in construction: 9510

Total of \$ 39 958

5. The basic rate imposed for the emergency helicopter Air-medec service shall be \$19,79 for the buildings registered to the assessment roll under this By-Law, excluding commercial buildings as well as buildings located *in the Zones d'exploitation contrôlée (ZEC)* and outfitters.

Total of \$ 17 100

6. Property taxes imposed by this by-law become due and payable in two equal payments if the amount of the tax is higher than \$300; a first portion, as the case may be, is payable thirty (30) days after the sending of the tax bill and a second portion, if necessary, is payable before July 1st, of the taxation year.

7. Council may, as often as it considers it appropriate, set by resolution, the rate of interest that will be applicable on all taxes that will not have been paid at the end of the time period during which they must be paid.

8. This by-law shall come into force according to law.

Given in Litchfield (Québec)

This 18th day of December 2024

Kim Lesage

Jane Toller

Director General and Clerk-Treasurer

Warden

Notice of motion: November 27th, 2024

Date of adoption: December 18th, 2024

Date of publication: December 19th, 2024

Coming into force: In accordance with the law

CARRIED UNANIMOUSLY

TNO-2024-12-07 10 FACTURATION AUX MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC | BILLING TO MUNICIPALITIES SERVED BY SÛRETÉ DU QUÉBEC SERVICES

Considérant que les municipalités desservies par la Sûreté du Québec viennent de recevoir leur facture pour l'année 2025;

Considérant que la moyenne des augmentations annoncées s'établit à 6,47 %, mais que les hausses pour plusieurs municipalités sont beaucoup plus importantes, voire considérables;

Considérant que la facture 2025 marque la fin de la période transitoire pour mener à un partage de 50-50 de la facture pour les services de la Sûreté du Québec, entre le Gouvernement et les municipalités. Une période caractérisée par l'établissement d'un plafond d'augmentation à 7 % et d'un plancher à 2 %;

Considérant que lors des négociations de la nouvelle formule en 2019, les autorités du ministère de la Sécurité publique avaient assuré à ses partenaires municipaux que les augmentations seraient d'environ 3 % par année une fois la période transitoire terminée et que cette formule mettrait le monde municipal à l'abri de hausses de la nature de celles qui sont annoncées en 2025;

Considérant que le taux d'inflation est maintenant de moins de 2 %;

Considérant que les médias ont récemment fait état de la gestion du temps supplémentaire des policiers dans les régions, qui occasionne une pression importante sur le coût global du service de la Sûreté du Québec facturé aux municipalités;

Considérant les questions légitimes de plusieurs élus concernant l'impact réel du nombre de postes de policiers non comblés et du recours important au temps supplémentaire alors qu'un service de police efficace demande de la stabilité et une présence communautaire développée de longue haleine;

Considérant la hausse inconsidérée des coûts de la Sûreté du Québec et leur impact sur la facture imposée aux municipalités;

Considérant que le monde municipal n'est pas impliqué dans la détermination des conditions de travail des policiers et la gestion de la Sûreté du Québec;

Considérant que le montant total facturé aux municipalités pour 2025 s'élève à plus de 444,8 M\$, un montant considérable qui devrait donner aux municipalités un droit de regard sur la gestion de ces services.

Il est proposé par Mme Lynne Cameron et résolu que la municipalité du Lac Nilgaut (TNO) de la MRC de Pontiac demande au ministre de la Sécurité publique, M. François Bonnardel :

De mandater une firme externe pour analyser la gestion de la Sûreté du Québec à l'instar de la démarche effectuée auprès des sociétés municipales de transport et qui a permis d'identifier des pistes de solutions pour économiser plusieurs centaines de millions de dollars;

De conserver un plafond et un plancher pour l'augmentation des factures dans la formule permanente comme dans la formule transitoire tant que l'analyse n'aura pas permis d'identifier des moyens pour contrôler la hausse inconsidérée du coût des services de la Sûreté du Québec.

Que copie de résolution soit transmise au ministre de la Sécurité publique, M. François Bonnardel, au député de la circonscription de Pontiac, M. André Fortin, à la directrice générale de la Sûreté du Québec, Mme Johanne Beausoleil et au président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), M. Jacques Demers.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

Considering that the municipalities served by the Sûreté du Québec have just received their bills for the year 2025;

Considering that the average increase announced is 6.47%, but that the increases for several municipalities are much higher, even considerable;

Considering that the 2025 bill marks the end of the transitional period leading to a 50-50 sharing of the bill for Sûreté du Québec services, between the Government and the municipalities. A period characterized by the establishment of a 7% increase ceiling and a 2% floor;

Considering that during negotiations on the new formula in 2019, the Ministère de la Sécurité publique had assured its municipal partners that increases would be around 3% per year once the transitional period was over, and that this formula would protect the municipal world from increases of the kind announced for 2025;

Considering that the inflation rate is now less than 2%;

Considering that the media have recently reported on the management of police overtime in the regions, which is causing significant pressure on the overall cost of Sûreté du Québec service billed to municipalities;

Considering the legitimate questions raised by many elected officials concerning the real impact of the number of unfilled police positions and the significant use of overtime, when an effective

police service requires stability and a long-term community presence;

Considering the unconsidered rise in Sûreté du Québec costs and their impact on the bill imposed on municipalities;

Considering that the municipal world is not involved in determining the working conditions of police officers and the management of the Sûreté du Québec;

Considering that the total amount billed to municipalities for 2025 is over \$444.8 million, a considerable amount that should give municipalities a say in the management of these services.

It is proposed by Ms. Lynne Cameron and resolved that the Municipality of Lac Nilgaut (TNO) in the MRC Pontiac ask the Minister of Public Security, Mr. François Bonnardel :

- To mandate an external firm to analyze the management of the Sûreté du Québec, following the example of the process carried out with municipal transport companies, which led to the identification of solutions to save several hundred million dollars;

- To maintain a ceiling and a floor for bill increases in both the permanent and transitional formulas, until such time as the analysis has identified ways of controlling the uncontrolled rise in the cost of Sûreté du Québec services.

- That a copy of this resolution be forwarded to the Minister of Public Security, Mr. François Bonnardel, to the MNA for the riding of Pontiac, Mr. André Fortin, to the Director General of the Sûreté du Québec, Ms. Johanne Beausoleil, and to the President of the Fédération québécoise des municipalités (FQM), Mr. Jacques Demers.

CARRIED UNANIMOUSLY

TNO-2024-12-08 11 LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE | CLOSING OF THE SITTING

Il est proposé par Mme Odette Godin et résolu de clore la séance du TNO du mercredi 18 décembre 2024 à 18:53.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

It was moved by Ms. Odette Godin and resolved to adjourn the sitting of the TNO of Wednesday, December 18th, 2024 at 6:53 p.m.

CARRIED UNANIMOUSLY

Kim Lesage
Directrice générale et greffière-
trésorière

Jane Toller
Préfète